Rapport de la commission des travaux et des constructions chargée d'examiner la proposition du Conseil administratif du 17 septembre 2014 en vue de l'ouverture d'un crédit de 2835 000 francs destiné à l'extension des écopoints (sites de récupération des déchets) dans les quartiers de la ville de Genève.

Rapport de M. Grégoire Carasso.

Cette proposition a été renvoyée à la commission des travaux et des constructions lors de la séance plénière du Conseil municipal du 7 octobre 2014. la commission s'est réunie le 5 novembre 2014, sous la présidence de M. Guy Dossan. Les notes de séance ont été prises par M. Jorge Gajardo Muñoz. Nous les remercions ici tous les deux pour la qualité remarquable de leur prestation.

Introduction

Avec une production de 240 kg/an d'ordures ménagères collectées par habitant et un taux de recyclage de 35,4% en 2013, la Ville de Genève doit améliorer la collecte des déchets et le tri sélectif, afin de remplir l'objectif afférent du plan de gestion des déchets 2014-2017 du canton de Genève et ainsi atteindre un taux de recyclage des déchets ménagers urbains de 50%. Certains déchets présentent un potentiel important de récupération en vue de leur valorisation.

Afin de faciliter le tri, des écopoints (sites de récupération) permettant la récolte du verre, du PET, de l'alu/fer-blanc, des piles, des capsules de café et des textiles ont été implantés dans les quartiers. Ces écopoints de base sont aujourd'hui insuffisants en nombre et en capacité pour répondre aux besoins et il convient de compléter l'offre existante.

Il est en effet démontré que la proximité d'un écopoint est déterminante pour que les habitantes et les habitants acquièrent et conservent le réflexe de tri des déchets.

Par ailleurs, dans certaines situations bien identifiées, en particulier dans les nouveaux quartiers, des conteneurs enterrés pour la récolte des ordures ménagères, du papier/carton et des déchets organiques des ménages sont intégrés aux écopoints, cela après concertation et convention de financement avec les propriétaires des immeubles concernés. Il s'agit dans ce cas d'Ecopoints complets permettant la récolte de tous les déchets urbains.

Aujourd'hui, les services de la Ville de Genève ne peuvent plus répondre aux besoins et certains quartiers ne disposent pas d'une offre suffisante en matière d'installations de tri.

Le crédit demandé permettra à la Ville de Genève de poursuivre l'équipement des quartiers et de financer ces différents types d'écopoints:

- écopoints de base pour les déchets valorisables (verre, PET, alu/fer-blanc, textiles);
- écopoints complets (offre de base complétée par des conteneurs pour la collecte des ordures ménagères, du papier/carton et des déchets organiques des ménages) lorsqu'il s'agit de nouveaux quartiers/immeubles pour lesquels il y a une demande de sites complets et des accords sur le financement de ceux-ci.

Séance du 5 novembre 2014

Audition de MM. Claude-Alain Macherel, codirecteur du département des constructions et de l'aménagement, Nicolas Betty, chef du Service du génie civil, Pierre Liaudat, chef du Service Voirie – Ville propre et Cédric Arnaud, ingénieur du Service du génie civil

M. Liaudat, qui appuie son propos par une présentation (voir annexe 1), explique que le service Voirie – Ville propre est en charge depuis 1987 des sites de tri implantés par la Ville dans les différents quartiers. Il y en a actuellement 120, dont une grande partie sont enterrés. L'enterrement des conteneurs encore en surface est d'ailleurs l'un des enjeux de cette demande de crédit, en plus de l'augmentation de leur capacité, afin notamment de gagner de la place en surface et de rationaliser les déplacements des camions de ramassage. La nouvelle demande de crédit prend le relais de la proposition PR-240 votée en 2003, dont le fonds est épuisé. Elle avait notamment permis d'enterrer 74 sites de collecte en ville. Parmi les objectifs de la nouvelle demande de crédit, il y a une volonté d'améliorer la signalétique avec des totems d'information. Deux types d'installations sont à distinguer: les «écopoints complets»: à la différence des écopoints de base qui permettent de collecter seulement les déchets valorisables non levés au porte-à-porte, les écopoints complets permettent de récolter aussi les sacs de déchets ménagers et de déchets organiques ainsi que les papiers et cartons.

Depuis quelques années, le taux de recyclage stagne autour de 35,4%¹, alors que l'objectif fixé par le Canton à l'horizon 2017 est de 50%. En ville, M. Liaudat espère atteindre d'ici là un taux de 42 à 43%. Pour y arriver, il convient dès lors de prendre des mesures, et notamment implanter plus de sites de collecte, plus près des quartiers d'habitation. M. Liaudat indique que dans la perspective de rationaliser les transports, le ramassage des déchets ménagers au porte-à-porte tend à être abandonné dans les villes.

¹ Soit environ 76 000 t de déchets par an, dont 24 000 t de valorisables et 43 000 t d'incinérables. Papier et carton: 11 000 à 12 000 t par an. Verre: 4700 t. Organiques: 3000 t. Alu-fer blanc: 200 et PET 273. Nota bene: les déchets organiques récupérés par le Service des espaces verts et recyclés dans les parcs ne sont pas comptabilisés.

Un commissaire exprime son inquiétude: la Ville de Genève envisage-t-elle de supprimer ce service public de ramassage au porte-à-porte, alors que le taux de recyclage est déjà l'un des plus mauvais de Suisse? Y a-t-il déjà des quartiers dans lesquels il est imposé aux habitants de porter leurs sacs d'ordures ménagères, le papier et les déchets organiques jusqu'à des sites centralisés? M. Macherel indique que ces «écopoints complets» (voir liste en annexe 2) sont tous situés en marge de la commune, dans de nouveaux quartiers ou dans des plans localisés (PLQ) en développement. Ces écopoints sont souvent installés sur demande de promoteurs privés qui préfèrent que les points de collecte soient installés devant l'immeuble plutôt qu'au sous-sol. Ils s'adressent à la Ville par l'intermédiaire du Service d'urbanisme; la Ville entre en matière sur ces demandes pour autant que les sites soient situés à proximité immédiate de l'immeuble (distance maximale de 150 mètres). Si le point de collecte doit être implanté sur le domaine public, une convention (voir convention type en annexe 3) est passée avec le promoteur au sujet de la répartition des frais; si l'équipement est situé sur le domaine privé, les frais sont pris en charge par le propriétaire. M. Macherel note que plusieurs communes suburbaines ont déjà fait le pas des écopoints complets; pour l'instant, à Genève, il n'y a pas de demande de la part du magistrat d'en implanter au centre-ville, aussi bien pour des raisons d'ordre social que logistique: les sous-sols de la Ville étant déjà assez utilisés, on ne peut pas enterrer des conteneurs partout. Cela ne veut pas dire qu'on n'y réfléchit pas.

La liste des projets d'écopoints complets associés à cette demande crédit n'est pas connue car, à l'instar de l'ancienne proposition PR-240, la proposition PR-1100 est en partie dévolue à une enveloppe de développement de ces équipements sur une longue période. A ce jour, sur les 110 sites de récupération prévus, seul cinq sites ont été approuvés par le Conseil administratif.

A la question d'un commissaire sur les nuisances sonores, les restrictions horaires et la gestion des levées, M. Liaudat indique qu'il est prévu d'équiper les installations afin de diminuer le bruit; de la sorte, les dépôts pourraient être autorisés le dimanche entre 10 h-11 h et 17 h. Par ailleurs, les capteurs de niveau sont fournis et utilisés par les prestataires externes chargés de vider les conteneurs. Pour l'instant, ces outils sont encore en rodage et ne sont pas fiables à 100%. Enfin, M. Liaudat souligne que certaines villes suisses alémaniques, qui avaient externalisés le ramassage, sont en train d'en revenir et de reprendre ce travail à leur compte; Voirie – Ville propre réfléchit actuellement à la masse critique nécessaire pour investir dans l'achat de camions pour assurer ces tâches directement.

Un commissaire demande pourquoi la Ville ne propose pas de récupérer les bouteilles de lait en plastique blanc. M. Liaudat explique que la loi répartit les responsabilités des commerces et des collectivités en matière de recyclage. Les collectivités publiques sont tenues de récupérer le verre, mais pas les plastiques.

En fait, on pourrait aussi renoncer à collecter les déchets plastiques et laisser les consommateurs rendre leurs bouteilles chez leur détaillant, mais on continue à collecter les PET pour rendre service à la population (service qui devrait pouvoir s'étendre sous l'impulsion de ce crédit). En Suisse, l'organisation de la collecte des déchets plastiques en est encore au stade des réflexions, des tests et des prises de position. Il est relevé que la Ville ne touche pas d'argent pour récupérer le PET car c'est le recycleur qui recouvre le montant de la taxe payée par les consommateurs; par contre, la Ville compte le forfait de cette taxe dans les appels d'offres de prestation externe.

Une commissaire s'interroge sur le ramassage des gros objets. M. Liaudat rappelle que pour l'instant Voirie – Ville propre offre un service de ramassage au porte-à-porte assez luxueux. On réfléchit cependant à des solutions pour organiser des déposes à proximité des écopoints, en collaboration avec la Gérance immobilière municipale et les concierges, mais les tests menés jusqu'à présent ne sont pas concluants.

Discussions et vote

Les commissaires de l'Union démocratique du centre et du groupe des Verts expriment leur satisfaction. Les commissaires du Parti libéral-radical sont satisfaits mais regrettent que la méthode de comptage du taux de recyclage ne comprenne pas les déchets organiques du SEVE.

Le Mouvement citoyens genevois considère que la demande de crédit pourrait gagner en précision. Les commissaires du Parti socialiste sont partagés entre un franc soutien au recyclage et une crainte certaine relative à l'abandon de la levée des déchets au pied des immeubles, avec les conséquences négatives que cela aurait pour le service public, les emplois et le recyclage. Les commissaires d'Ensemble à gauche s'abstiendront pour les mêmes raisons.

Le commissaire du Parti démocrate-chrétien salue la démarche volontariste de la Ville pour améliorer le taux de recyclage des déchets et, s'il comprend les préoccupations socialistes, considère que des questions de politique générale n'ont pas lieu d'être dans le débat sur les écopoints.

Soumise au vote, la proposition est acceptée à la majorité des commissaires présents, soit par 8 oui (1 S, 2 Ve, 3 LR, 1 UDC, 1 PDC), 1 non (S) et 5 abstentions (2 MCG, 2 EàG, 1 S).

PROJET DE DÉLIBÉRATION

LE CONSEIL MUNICIPAL,

vu l'article 30, alinéa 1, lettre e) et m), de la loi sur l'administration des communes du 13 avril 1984;

sur proposition du Conseil administratif,

décide:

Article premier. – Il est ouvert au Conseil administratif un crédit de 2 835 000 francs, destiné à l'extension des écopoints (sites de récupération des déchets) dans les quartiers de la Ville de Genève.

Art. 2. – Au besoin, il sera provisoirement pourvu à la dépense prévue à l'article premier au moyen d'emprunts à court terme à émettre au nom de la Ville de Genève, à concurrence de 2 835 000 francs.

Art. 3. – La dépense prévue à l'article premier sera inscrite à l'actif du bilan de la Ville de Genève, dans le patrimoine administratif, et amortie au moyen de 10 annuités qui figureront au budget de la Ville de Genève de 2019 à 2028.

Art. 4. – Le Conseil administratif est autorisé à épurer, radier, modifier ou constituer toute servitude à charge et/ou au profit des parcelles faisant partie des périmètres concernés, nécessaires aux aménagements projetés.

Annexes à consulter sur le site internet:

- extension des écopoints (sites de récupération des déchets) dans les quartiers de la ville de Genève
- liste des écopoints réalisés et en cours de réalisation
- convention entre la Ville de Genève et les maîtres d'ouvrage et propriétaires des immeubles